



# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2017

INITIATIVE POUR  
LA JUSTICE  
SOCIALE, LA  
TRANSPARENCE  
ET LA BONNE  
GOUVERNANCE  
EN CÔTE  
D'IVOIRE

## ***SOCIAL JUSTICE***

### **REMERCIEMENTS**

SOCIAL JUSTICE adresse ses sincères remerciements à tous ses partenaires techniques et financiers qui ont permis la réalisation de ses activités.

Nous voudrions également saluer la disponibilité et la collaboration de toutes les personnalités, ainsi que leurs institutions respectives, qui n'ont pas hésité à répondre à nos sollicitations, malgré leurs agendas très chargés.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit des personnes ressources qui ont permis un meilleur éclairage et enrichissement de nos actions.

Nous n'oublions pas les organisations de la société civile, ainsi que les médias et les populations dont les interventions et expériences ont contribué à enrichir les échanges dans le cadre de nos activités.

Enfin, SOCIAL JUSTICE souhaite à toutes et à tous une Bonne et Heureuse année 2018.

## ***SOCIAL JUSTICE***

### INTRODUCTION

Ces dernières années, des efforts ont été faits en vue de créer les conditions d'une gouvernance transparente et d'une lutte contre la corruption. Corruption qui constitue un frein au développement de notre pays. Dans la poursuite de son auguste vision, le gouvernement ivoirien a pris des mesures et a mis en place des mécanismes afin de favoriser la transparence et la redevabilité notamment **l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au processus de l'Open Government Partnership (OGP), la chambre des comptes, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), le guichet unique de l'urbanisme et de l'habitat** pour limiter la corruption dans ce domaine, la **création du tribunal de commerce** et bien d'autres mesures et mécanismes. Par ailleurs, des mesures économiques ont également vu le jour. Car le gouvernement a exprimé sa volonté de faire passer le secteur industriel de 25 pour cent à 40 pour cent du PIB avec une part importante des industries extractives. Malgré ces actions enregistrées, des efforts restent encore à faire en vue de mesurer les impacts de ces actions dans la vie des citoyens mais aussi et surtout que les actes concrets et mesurables soient engagés par ces institutions pour une gouvernance améliorée et une lutte plus efficace contre la corruption.. Tout ceci mérite une responsabilisation des gouvernants et autorités, ainsi qu'une rigueur et une transparence dans la gestion avec un œil regardant et averti des citoyens.

C'est donc dans ce cadre que s'inscrivent les activités de SOCIAL JUSTICE en 2017. En effet, SOCIAL JUSTICE s'est évertuée à suivre les actions des autorités dans le sens de la transparence et la redevabilité ainsi qu'à encourager et booster les citoyens à s'impliquer davantage dans le processus de gestion de leurs collectivités. Ces activités ont également consisté à prendre part à des tribunes appropriées notamment les ateliers et débats sur les thèmes liés à la gouvernance, la transparence et redevabilité, la lutte contre la corruption, les données ouvertes et le genre.

Le présent rapport fait donc état des activités menées par SOCIAL JUSTICE dans le courant de l'année 2017.

## ***SOCIAL JUSTICE***

### **I- PROJETS ET ACTIVITES MENES PAR SOCIAL JUSTICE**

**I-1. PROJET : « PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LE CONTROLE CITOYEN AU NIVEAU LOCAL »** financé par Open Society Initiative West Africa (OSIWA)

SOCIAL JUSTICE a obtenu auprès de la Fondation OSIWA, une subvention d'un montant de 100 000 dollars afin de former les populations, les gouvernants locaux et les médias sur l'importance de la gouvernance participative et la redevabilité dans la gestion des collectivités décentralisées dans la localité de DJEBONOUA, DUEKOUE, BOUAFLE, BONDOUKOU et HIRE. Le projet a consisté aussi à promouvoir la communication dans la mise en œuvre des budgets et des projets communautaires par la formation et le mentorat des journalistes locaux au métier de la recherche et de la diffusion de l'information. Ce projet a visé par ailleurs la promotion de la transparence, du contrôle citoyen de l'action publique et l'importance du rôle des différents acteurs intervenant dans ce processus au niveau des collectivités locales à travers la mise en place des comités locaux de suivi des budgets et projets communautaires et des marchés publics. Afin de permettre une accessibilité et une compréhension des sujets, entre autres activités, des ateliers de renforcement de capacités ont été organisés à l'endroit des autorités locales et des populations sans omettre les hommes de medias. Ce projet, qui s'étend sur une période de dix-huit (18) mois, a débuté dans le mois de Septembre 2016 et compte s'achever en Février 2018.

#### **Objectifs du projet**

- Promouvoir la gouvernance participative, l'intégrité et la reddition des comptes afin d'en faire une réalité pour une bonne gouvernance et un développement local durable ;
- Renforcer les capacités des populations, des Autorités décentralisées et des médias sur les notions de la Gouvernance participative, de transparence et les outils nécessaires pour sa mise en œuvre ;
- Contribuer à une plus grande implication des médias locaux pour une meilleure communication et information sur la gouvernance locale afin de contribuer à la transparence et à la bonne délivrance des services publics au niveau local ;
- Contribuer à renforcer le dialogue et le tissu social entre les autorités locales et les populations afin de leur permettre d'être de vrais acteurs de leur propre développement.

## ***SOCIAL JUSTICE***

### Activités à mener

#### **1. Amélioration de la transparence et de la gouvernance participative locale par les outils de l'information et de la communication dans chacune des cinq (5) localités cibles**

Cette activité s'inscrit dans le cadre du repositionnement des radios locales dans leur rôle de contribution à l'alimentation du débat public pour un développement local participatif. Ainsi, plusieurs actions ont été menées notamment la production des émissions, des débats et reportages par les radios locales.

#### **2. Renforcement des capacités des comités de suivi pour un meilleur impact sur la gouvernance au niveau local**

Dans le but d'améliorer les capacités d'action des comités de suivi, plusieurs ateliers de formation ont été organisés à l'endroit des comités locaux, des journalistes locaux et des blogueurs pour une plus grande visibilité des actions du comité.

#### **3. Encadrement des comités locaux et Suivi des projets et budgets communautaires**

SOCIAL JUSTICE avec l'appui financier d'OSIWA a amené les citoyens des 5 localités du projet à jouer leur rôle et a participé à la gouvernance de leur localité. Des comités ont été installés dans les 5 localités du projet pour créer le cadre de dialogue avec les autorités locales, mais aussi et surtout pour faire en sorte que les citoyens soient informés et s'intéressent à la gouvernance de leur localité. Ces comités ont fait l'objet d'encadrement et d'assistance par l'équipe projet de SOCIAL JUSTICE et les journalistes experts. Plusieurs actions ont été réalisées pour permettre aux comités de jouer leur rôle et d'atteindre les objectifs escomptés.

#### **4. Missions de suivi-évaluation et d'encadrement menées par SOCIAL JUSTICE**

Dans le but de permettre aux différents comités de jouer leur rôle de façon plus efficace mais aussi et surtout de permettre l'atteinte des résultats du projet, SOCIAL JUSTICE a organisé plusieurs activités de suivi et évaluation.

## **SOCIAL JUSTICE**

### Résultats atteints du projet

#### **1. Amélioration de la transparence et de la gouvernance participative locale par les outils de l'information et de la communication dans chacune des cinq (5) localités cibles**

- *Cinquante (50) émissions radiophoniques ont été produites avec la participation de 137 personnes composées de toutes les parties prenantes (autorités locales, populations, acteurs du secteur privé) ;*
- *Deux (02) débats entre les autorités locales, les populations et les opérateurs économiques (responsables d'industries minières) ont été organisés;*
- *Quarante-huit (48) émissions radiophoniques produites ont été diffusées sur les ondes des radios locales.*

#### **2. Renforcement des capacités des comités de suivi pour un meilleur impact sur la gouvernance au niveau local**

- *Un atelier de renforcement des capacités des cinq (05) comités locaux de suivi de la bonne gouvernance et de partage d'expérience a été organisé ;*
- *Vingt-cinq (25) membres des comités des cinq (05) localités cibles ont été formés sur les stratégies de suivi et de plaidoyer et ont échangé sur leurs expériences ;*
- *Un expert a été recruté pour la formation des blogueurs ;*
- *Un atelier de formation de cinq (05) blogueurs provenant des comités locaux de suivi a été organisé;*
- *Cinquante-neuf (59) articles ont été postés par les blogueurs qui ont été suivis par deux cent vingt-trois (223) personnes et ont suscité treize (13) commentaires ;*
- *Cinq (05) membres des comités de suivi ont été formés au métier de blogging et de lanceur d'alertes ;*
- *Les termes de référence de l'atelier de renforcement des capacités des journalistes locaux à une meilleure utilisation des informations et à l'usage efficace des TIC pour un meilleur impact sur la gouvernance locale ont été élaborés ;*
- *Un atelier de renforcement des capacités des journalistes locaux à une meilleure utilisation des informations et à l'usage efficace des TIC pour un meilleur impact sur la gouvernance locale a été organisé ;*

## **SOCIAL JUSTICE**

- *Dix (10) journalistes locaux ont été formés sur l'utilisation efficace des informations via les TIC.*

### **3. Suivi des projets et budgets communautaires**

- *Cinq (05) personnes par localité ont été choisies pour la constitution du comité local de suivi de la gouvernance en fonction des critères prédéfinis au préalable ;*
- *Au total 13 projets ont été suivis par les comités locaux. Grâce à leur suivi, les travaux ont été achevés et bien réalisés*
- *Le mentorat des journalistes, blogueurs et radios locales a été effectué par les journalistes experts ;*
- *Dix (10) missions de suivi et d'assistance des journalistes, blogueurs et radios locales ont été organisées par les journalistes experts;*
- *Dix (10) missions de suivi et d'assistance des journalistes, blogueurs et radios locales ont été effectuées par les journalistes experts.*

### **4. Missions de suivi-évaluation et d'encadrement menées par SOCIAL JUSTICE**

- *Quinze (15) missions de suivi-évaluation et d'encadrement des comités locaux de suivi en raison de trois (03) missions par localité ont été organisées par l'équipe de SOCIAL JUSTICE ;*
- *Quinze (15) missions de suivi-évaluation et d'encadrement des comités locaux de suivi en raison de trois (03) missions par localité ont été effectuées par l'équipe de SOCIAL JUSTICE ;*

#### **Défis à relever**

- Favoriser davantage la participation des populations au niveau local ;
- Encourager les autorités locales à mettre en œuvre des mécanismes de redevabilité ;
- Impliquer les populations activement dans la gestion des localités.

I-2. PROJET : « **OPEN BUDGET SURVEY (OBS) TRACKER : FAIRE LE SUIVI DE LA TRANSPARENCE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE EN COTE D'IVOIRE** » financé par International Budget Partnership (IBP).

## ***SOCIAL JUSTICE***

Dans le but de suivre l'effectivité de cette transparence que SOCIAL JUSTICE a obtenu une subvention d'International Budget Partnership (IBP) en vue de suivre la transparence budgétaire en Côte d'Ivoire. Ce projet visait donc à faire la promotion du budget ouvert en attirant l'attention du gouvernement, des médias, de la société civile, des partenaires au développement et des populations sur l'état de la transparence budgétaire en Côte d'Ivoire. Il convient de noter que la Côte d'Ivoire a adhéré à l'initiative *Open Government Partnership* (OGP) et a pris plusieurs engagements parmi lesquels la transparence budgétaire. Ce projet s'étend sur une période de vingt-deux (22) mois. Il débute le 01 Juillet 2016 et s'achève le 30 Avril 2018.

### Objectifs du projet

- Faire le suivi de la transparence de la politique budgétaire en Côte d'Ivoire ;
- Suivre la publication des informations budgétaires ;
- Suivre l'évolution du Budget par rapport à l'engagement de l'Etat dans la promotion du budget ouvert ;
- Evaluer la politique d'ouverture du budget du pays et la participation des citoyens ;
- Evaluer le contrôle effectué par les institutions étatiques.

### Activités à mener

- 1. Recherche à mener sur le Budget National en comparaison avec les normes internationales afin d'en ressortir les insuffisances qui y sont contenues ;**
- 2. Renseignement du questionnaire Open Budget Survery (OBS) en se basant sur le budget national et les normes internationales ;**
- 3. Mise à jour du questionnaire chaque année.**

### Résultats atteints du projet

- *5 documents sur les 8 exigés pour La transparence budgétaire ont été publiés : le projet de loi des finances 2018, la loi de finance initiale (budget approuvé), les 4 rapports trimestriels d'exécution, le Rapport de conformité de la Cour des Comptes, la loi de règlement ;*
- *Le budget citoyen n'est toujours pas élaboré en Côte d'Ivoire ;*



## **SOCIAL JUSTICE**

- *L'avant-projet de budget n'est pas publié ;*
- *La participation des citoyens au processus budgétaire n'est pas effective ;*
- *Le Contrôle effectué par les institutions de l'Etat est insuffisant ;*
- *Le calendrier budgétaire n'est pas accessible à tous.*
- *Quand est-ce que le projet de budget de l'Exécutif a-t-il été rendu public ? Non, le projet de loi des finances 2018 n'est pas rendu public ;*
- *Existe-t-il une version citoyenne du projet de budget de l'Exécutif ? Non, il n'en existe pas une ;*
- *Si les données sont rendues publiques, sont-elles en format exploitables ? le format habituel de publications de données en Côte d'Ivoire est le PDF (no machine readable).*
- *La dernière mise à jour du questionnaire date de Juin 2017.*

### Défis à relever

- Permettre l'effectivité de la transparence budgétaire ;
- Contribue à la mise en œuvre du Budget citoyen ;
- Promouvoir l'application du Budget Ouvert.

I-3. PROJET: « **EVALUATION DU NIVEAU DE REDEVABILITE ET D'INDEPENDANCE DE SOCIAL JUSTICE** » financé par Transparency International (TI)

Dans son objectif de devenir section national de Transparency International (TI), SOCIAL JUSTICE suit une démarche dans laquelle s'inscrit la nécessité d'évaluer son niveau d'indépendance et de redevabilité.

C'est dans cette veine que SOCIAL JUSTICE a reçu une subvention d'environ 5000 Euros de TI afin d'atteindre l'objectif fixé.

### Objectifs du projet

- Mesurer le niveau de redevabilité de SOCIAL JUSTICE ;
- Evaluer le niveau d'indépendance de SOCIAL JUSTICE.

### Activités à mener

#### **1. Relooking du site Web de Social Justice**

- Amélioration du design du site web ;

## ***SOCIAL JUSTICE***

- Organisation d'une séance de formation sur l'utilisation et la mise à jour d'un site web ;
- Formation sur l'utilisation d'un site web et sa mise à jour ;

### **2. Création d'un journal en ligne (newsletter)**

- Conception d'un journal en ligne ;
- Rédaction des rubriques du bulletin en ligne ;
- Mise à jour du site et des réseaux sociaux de SOCIAL JUSTICE.

### **3. Mise en place de mécanismes de contrôle et d'impartialité des membres de l'organisation**

- Elaboration d'un code d'éthique pour les membres de SOCIAL JUSTICE ;
- Organisation d'un atelier de formation sur l'impartialité et de validation du code d'éthique de SOCIAL JUSTICE.

## **Résultats atteints du projet**

### **1. Relooking du site Web de Social Justice**

- *Le site web de SOCIAL JUSTICE a été amélioré ;*
- *Une séance de formation sur l'utilisation et la mise à jour d'un site web a été organisée ;*
- *L'équipe de communication de SOCIAL JUSTICE a été formée sur l'utilisation d'un site web et sa mise à jour.*

### **2. Création d'un journal en ligne (newsletter)**

- *Un journal en ligne a été conçu ;*
- *Les rubriques du bulletin en ligne sont définies et rédigées ;*
- *Mise à jour du site et des réseaux sociaux de SOCIAL JUSTICE.*

### **3. Mise en place de mécanismes de contrôle et d'impartialité des membres de l'organisation**

- *Un code d'éthique pour les membres de SOCIAL JUSTICE a été élaboré ;*
- *Un atelier de formation sur l'impartialité et de validation du code d'éthique de SOCIAL JUSTICE a été organisé.*

## ***SOCIAL JUSTICE***

- *Le code d'éthique de SOCIAL JUSTICE a été validé par ses membres.*

### Défis à relever

- Pérenniser les activités de communication de SOCIAL JUSTICE ;
- Veiller à l'application du code d'éthique de SOCIAL JUSTICE par ses membres.

I-4. PROJET: « ***JETER LES BASES DE L'ÉVALUATION ET DU PLAIDOYER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE DANS LE PLAN D'ACTION NATIONAL DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT (PAN-PGO) 2016-2018*** » financé par l'ambassade de France

Pour veiller au bon déroulement du PAN-OGP 2016-2018, la Plateforme de la Société Civile Ivoirienne pour le PGO (PSCI-PGO) a souhaité faire le suivi de la mise en œuvre des engagements de celui-ci. Ainsi, dans le souci d'être efficace, elle s'est constituée statutairement en quatre (04) groupes thématiques qui se chargeront de faire le suivi. C'est dans cette optique que la PSCI-PGO a reçu de l'ambassade de la France en CÔTE D'IVOIRE, une subvention s'élevant à 630 000 FRCFA pour financer les travaux des groupes thématiques.

### Objectifs du projet

- Redynamiser et renforcer l'action des groupes thématiques afin de mieux impacter le processus PGO ;
- Faire le suivi des engagements du PAN-OGP 2016-2018 en vue d'en faire ressortir les avancées et les obstacles de leur mise en œuvre ;
- Proposer des recommandations pour la levée des obstacles et la mise en œuvre effective du PAN 2016-2018.

### Activités à mener

- 1. Organisation de quatre (04) ateliers des groupes thématiques sur l'évaluation à mi-parcours des engagements pris par la Côte d'Ivoire dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) ;**
- 2. Organisation d'un atelier de consolidation des travaux des différents Groupes Thématiques (GT) ;**

## ***SOCIAL JUSTICE***

### **3. Production d'un rapport contenant des observations, commentaires et recommandations des GT sur la mise en œuvre des engagements du PAN-OGP 2016-2018**

#### Résultats atteints du projet

- *Quatre (04) ateliers des groupes thématiques et de suivi des engagements sur l'évaluation à mi-parcours des engagements pris par la Côte d'Ivoire dans le cadre du PGO ont été organisés ;*
- *Vingt-cinq (25) organisations ont pris part aux travaux d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Actions National de l'Open Government Partnership (PAN-OGP) 2016-2018 ;*
- *Un atelier de consolidation des travaux des différents Groupes Thématiques (GT)*
- *Les travaux des différents groupes ont été consolidés en présence de représentants de tous les groupes thématiques ;*
- *Un rapport contenant des observations et des recommandations des GT sur la mise en œuvre des engagements du PAN-OGP a été produit et est disponible.*

#### Défis à relever

- *Suivre continuellement la mise en œuvre du PAN-OGP 2016-2018 ;*
- *Evaluer l'état de l'ouverture des données en Côte d'Ivoire.*

#### **I-5. PROJET : MISE EN ŒUVRE DE L'OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP (OGP) EN CÔTE D'IVOIRE**

L'OGP, traduit aussi par Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO), est une organisation internationale créée le 20 Septembre 2011 à l'initiative de huit (08) pays et compte maintenant soixante-dix d'Etats membres.

L'Etat de Côte d'Ivoire s'est engagé à la promotion d'une plus grande transparence, d'une plus forte participation des citoyens et d'une collaboration plus efficace entre les différents acteurs de la société. Il a élaboré un plan d'actions qui se base sur quinze (15) engagements dont la mise en œuvre doit permettre de renforcer la transparence au niveau de la gestion des affaires publiques.

## ***SOCIAL JUSTICE***

Dans le souci d'être transparent, le Comité Technique de l'Open Government Partnership (CT-OGP) a convié plusieurs organisations de la société civile à participer au suivi du PAN-OGP 2016-2018. D'où la participation de SOCIAL JUSTICE en tant que coordonnatrice de la Plateforme de la Société Civile pour un Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PSCI-PGO).

### Objectif des ateliers

- Faire le point de la mise en œuvre de chaque engagement contenu du plan d'actions national 2016-2018 ;
- relever pour chaque structure ou engagement, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PAN-OGP 2016-2018 ;
- Examiner la matrice d'exécution du plan d'action du CT-OGP ;
- préparer l'auto-évaluation à mi-parcours et l'évaluation indépendante.

### Activités des ateliers

#### **Participation aux ateliers sur la mise en œuvre de chaque engagement contenu du plan d'actions national 2016-2018 ;**

- Présentation des quinze (15) engagements du PAN-OGP 2016-2018 ;
- Examen de la matrice de suivi des engagements du CT-OGP ;
- Présentation du processus de l'auto-évaluation à mi-parcours et l'évaluation indépendante.

### Résultats atteints du projet

- *Quatre (04) ateliers sur la mise en œuvre de chaque engagement contenu du plan d'actions national 2016-2018 ont été organisés ;*
- *Les quinze (15) engagements du PAN-OGP 2016-2018 ont été présentés ;*
- *La matrice de suivi des engagements du CT-OGP a été évaluée et des recommandations ont été faites ;*
- *Le processus de l'auto-évaluation à mi-parcours et l'évaluation indépendante a été présenté et des observations et propositions ont été faites ;*

### Défi à relever

## ***SOCIAL JUSTICE***

- Veiller efficacement à la mise en œuvre du PAN-OGP 2016-2018 ;
- Contribuer à l'élaboration du PAN-OGP 2018-2020 ;
- Faire connaître aux populations les actions du PGO.

### **I-6. ATELIER D'EVALUATION ET D'ACCREDITATION DE SOCIAL JUSTICE**

La politique de TI en matière d'accréditation de sections nationales requiert que les partenaires de TI se conforment à un certain nombre de principes et normes internes et externes pour assurer le meilleur impact possible dans la lutte contre la corruption dans chaque pays. Le principe est d'avoir des organisations fortes qui adhèrent elles-mêmes aux normes de transparence, d'intégrité et de redevabilité qui sont en même temps exigé aux institutions qui cible TI dans le cadre de son travail.

Dans son rôle d'appui au renforcement de capacités institutionnelles des sections nationales de TI, TI-S a organisé un atelier de planification et d'accréditation de SOCIAL JUSTICE.

#### **Objectifs de l'atelier**

- Former et outiller les sections dans la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance ;
- Evaluer SOCIAL JUSTICE en fonction des critères d'accréditation pour être section nationale ;
- Elever SOCIAL JUSTICE en tant qu'entité suprême dans ce domaine au niveau national ;

#### **Résultats atteints de l'atelier**

- *La vision, la mission, les objectifs et les stratégies prioritaires de TI ont été présentés ;*
- *Sept (07) axes prioritaires ont été présentés et des recommandations ont été faites ;*
- *Un point des activités menées en 2015-2016 a été fait ;*
- *Un état des activités en cours a été dressé.*
- *une présentation des acquis et bonnes pratiques de SOCIAL JUSTICE a été faite ;*
- *une session sur les défis et perspectives de SOCIAL JUSTICE a été donnée.*
- *Une évaluation de la redevabilité, l'indépendance, l'intégrité et la bonne gouvernance, la pertinence, le professionnalisme et la conformité de SOCIAL JUSTICE a été faite ;*

## ***SOCIAL JUSTICE***

- *La matrice d'évaluation pour l'accréditation a été mise à jour et des observations ainsi que des recommandations ont été faites à SOCIAL JUSTICE.*

### Défis à relever

- Devenir section accréditée de Transparency International (TI) ;
- Participer activement à la lutte contre la corruption au plan national aussi bien qu'au plan international.

### I-6. PARTICIPATION A LA JOURNEE DE LA COOPERATION EUROPE-CÔTE D'IVOIRE

A l'occasion de la signature des accords qui lient l'Union Européenne et la Côte d'Ivoire, une journée a été organisée dans le but de relever les avancées et les défis de cette coopération. Etant leader dans le domaine de la lutte contre la corruption et dans la promotion de la bonne gouvernance, SOCIAL JUSTICE a été invitée à participer à cette journée.

A cette occasion, SOCIAL JUSTICE a assisté à la Signature des accords de coopération entre l'UE et l'Etat de Côte d'Ivoire ; Par ailleurs, une visite des stands a permis aux représentants de SOCIAL JUSTICE d'échanger avec plusieurs partenaires et organisations de la société civile nationale et internationale sur les différentes activités tout en abordant les possibilités de partenariat.

### Défis à relever

- Veiller à la bonne utilisation des fonds octroyés par l'UE ;
- Maintenir le partenariat entre l'UE et la Société Civile Ivoirienne.

### I-7. PARTICIPATION A LA CONFERENCE D'AFRIQUE FRANCOPHONE SUR LES DONNEES OUVERTES (CAFDO)

Les données ouvertes ou l'open Data favorisent la transparence, l'accessibilité et la publication des données à caractère public afin de permettre aux populations d'être informées et de pouvoir réutiliser ces données.

## ***SOCIAL JUSTICE***

Dans l'optique d'encourager l'implémentation de l'open data en Afrique francophone, la Conférence d'Afrique Francophone sur les Données Ouvertes a été organisée. Elle a vu la participation de plusieurs pays d'Afrique francophone et anglophone. SOCIAL JUSTICE a fait partie des participants représentant la Côte d'Ivoire.

### Résultats atteints de la conférence

- *Un état des lieux de l'ouverture des données en Afrique francophone a été fait ;*
- *Des propositions d'actions ont été recommandées afin de booster l'ouverture des données en Afrique francophone*
- *Plusieurs expériences ont été partagées notamment celles de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ;*
- *Plusieurs initiatives favorisant l'ouverture des données ont été présentées ;*
- *Un réseau de journalistes et d'activistes a été créé afin de contribuer à l'ouverture des données dans les différents Etats.*

### Défis à relever

- Participer à l'application de l'open data en Côte d'Ivoire ;
- Contribuer à la publication des données à caractère public ;
- Favoriser l'accès à l'information

## **I-8. CONFERENCE PWYP-AFRICA MEETS**

En vue de lutter contre les violations des droits de l'homme dans le secteur extractif et suivre les actions émanant de celui-ci, l'organisation PUBLISH WHAT YOU PAY (PWYP) mène des veilles à travers le monde pour pointer du doigt la corruption, la violation des droits de l'homme dans ce secteur. Et aussi, elle agit aussi pour le bien-être des populations impactées par le fait de l'extraction.

Dans le but de combiner ses efforts et d'agir efficacement en Afrique, une conférence réunissant tous les pays d'Afrique a été organisée. SOCIAL JUSTICE a été cooptée pour représenter la section de Côte d'Ivoire à cette conférence.



## ***SOCIAL JUSTICE***

### Résultats atteints de la conférence

- *Une conférence PWYP Afrique de trois jours a été organisée et a réuni 33 pays et 110 participants ;*
- *Plusieurs ateliers parallèles ont été organisés notamment la diligence raisonnable, les impacts du plaidoyer, les conséquences de l'exploitation de l'or...*
- *Plusieurs expériences ont été partagées comme celui de la République du Congo, de la Zambie...*
- *Un bilan a été fait par le Comité de Pilotage Afrique sortant ;*
- *Une élection a été faite pour désigner les nouveaux membres du Comité de Pilotage Afrique ;*
- *Les nouveaux membres du Comité de Pilotage Afrique ont été présentés à tous les participants.*

### Défis à relever

- Suivre continuellement les actions des Industries extractives
- Réduire considérablement les violations faites des communautés impactées par l'exploitation extractive.

### I-9. PROJET : FORMATION AUX OUTILS DE L'OPEN DATA ET AU DATAJOURNALISME/DATACTIVISME DENOMME « OPEN DATA MEDIAS 2 »

Pour ses actions pertinentes et sa volonté de favoriser la transparence, SOCIAL JUSTICE bénéficie d'une formation intitulée « **OPEN DATA MEDIAS 2** » de 18 mois allant d'Août 2017 à Septembre 2018. Orchestrée par la Coopération Médias (CFI-Médias), elle doit outiller SOCIAL JUSTICE sur la façon de faire des recherches, de traiter des informations et de les rendre accessibles au public et réutilisables par lui.

### Objectif du projet

- Renforcer les capacités des participants à l'utilisation des outils favorisant l'OPEN DATA ;

## ***SOCIAL JUSTICE***

- Créer un réseau de data journalistes/datactistes africains pour mieux suivre l'action des gouvernants et propulser l'open data en Afrique Francophone.

### Activités du projet

- 1. Participation aux sessions de la formation**
- 2. Présentation du projet « OPEN DATAMEDIAS 2 » ;**
- 3. Formation sur la collecte et le traitement des données.**

### Résultats atteints du projet

- *Deux (02) sessions de formation ont été organisées et SOCIAL JUSTICE y a participé ;*
- *Le projet « OPEN DATA MEDIAS 2 » a été présenté et voit la participation de plusieurs pays d'Afrique francophone ;*
- *Une formation sur la collecte, le traitement des données et la création d'une Base De Données (BDD) a été dispensée aux participants.*

### Défis à relever

- Influencer les politiques en faveur de l'ouverture des données ;
- Inculquer aux populations les valeurs de l'OPEN DATA.

## **I-10. PARTICIPATION A L'ATELIER DE PLANIFICATION DU PLAIDOYER EN AFRIQUE DE L'OUEST PAR TRANSPARENCY INTERNATIONAL**

La corruption constitue un réel frein au développement des pays africains précisément les pays de la zone ouest de l'Afrique. Afin de réduire considérablement ce fléau, TI et ses sections nationales mènent de pertinentes activités. Pour avoir plus d'impacts, TI a convié toutes ses sections d'Afrique de l'ouest afin d'élaborer un plaidoyer pour limiter la corruption dans le domaine foncier et éducatif.

### Objectifs de l'atelier

- Améliorer les conditions de lutte contre la corruption ;
- Renforcer les systèmes de gouvernance des pays d'Afrique de l'ouest ;
- Elaborer un document de plaidoyer sur le foncier et l'éducation.

## ***SOCIAL JUSTICE***

### Résultats atteints de l'atelier

- *Les expériences de l'ONG ANCE Togo et de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption au Togo ont été partagées avec les autres participants ;*
- *Les expériences sur des actions de plaidoyer dans le foncier et l'éducation ont été partagées par les participants notamment le Nigeria, Niger, Ghana...*
- *Des bonnes pratiques ont été relevées et des propositions d'actions pertinentes ont été faites ;*
- *Toutes les propositions et les acquis ont été capitalisés afin de s'en servir pour mener le plaidoyer dans les domaines du foncier et de l'éducation.*
- *Des propositions de TDR ont été faites pour le document de plaidoyer.*

### Défis à relever

- Influencer les politiques en faveur des populations ;
- Réduire considérablement et efficacement la corruption.

### I-11. PARTICIPTION A LA REUNION DU GROUPE TRIPARTITE IVOIRIEN SUR L'APPROCHE REGIONALE DU PROCESSUS KIMBERLEY

Le processus de KIMBERLEY (PK) est une initiative tripartite entre gouvernement, société civile et industrie, lancé en mai 2000 en vertu de la résolution 55/56 de l'AGNU pour arrêter le commerce des « diamants de conflits ». Son but est d'assurer que les diamants bruts ne financent pas des actions de violence par les groupes armés rebelles.

Chacun des pays de l'Union du Fleuve Mano a créé es groupes de travail multipartites composés de l'industrie du diamant, du gouvernement et de la société civile afin de faciliter la collaboration.

Afin d'effectuer les adaptations nécessaires du Plan d'Action régional au contexte national et local, une réunion tripartite est organisée par le Secrétariat Permanent du PK en Côte d'Ivoire avec l'appui technique et financier du GIZ.

### Objectifs de l'atelier

- Informer toutes les parties prenantes sur la mise en œuvre du Plan d'actions national de l'approche régionale du PK dans l'Union du Fleuve Mano (UFM) ;

## ***SOCIAL JUSTICE***

- Clarifier le rôle du groupe tripartite ivoirien en ce qui concerne la mise en œuvre de l'approche régionale du PK ;
- Discuter le cadre pour le développement d'une feuille de route du groupe tripartite ivoirien par rapport à la mise en œuvre de l'approche régionale du PK ;
- Proposer un calendrier pour le développement d'une feuille de route et les prochaines réunions mensuelles.

### Résultats atteints

- Des groupes de travaux ont été constitués et une discussion sur le processus du pilotage du GT a été menée ;
- Une restitution a été faite ainsi que des observations et recommandations ont été énumérées ;
- Des travaux de réflexion ont été menés ;
- Une restitution a été faite ainsi que des observations et recommandations ont été énumérées ;
- La charte de fonctionnement a été adoptée sous réserve d'amendement ;
- Des groupes de travaux ont été constitués et une discussion sur le plan d'action et la feuille de route a été menée ;
- Des échanges des perspectives et une restitution des travaux ont été faits.

### Défis à relever

- Contribuer activement au bon fonctionnement du Groupe Tripartite ;
- Suivre le processus de KIMBERLEY ;

## **I-12. PARTICIPATION A L'ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITES ET DE FORMATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE**

Le développement non règlementé du secteur de la sécurité privée, échappant souvent au contrôle de la gouvernance démocratique, représente un défi de taille pour la sécurité, le développement, le respect des droits de l'homme et l'Etat de droit. Bien souvent les organisations de la société civile sont l'unique source d'information sur le rôle et l'impact de cette industrie et elles ont un rôle clé à jouer dans la promotion et l'amélioration de la bonne

## ***SOCIAL JUSTICE***

gouvernance du secteur de la sécurité. Néanmoins, malgré la reconnaissance accrue de leur rôle, les OSC sont confrontées à d'importantes contraintes, qui nuisent à leur capacité.

Pour accroître leur crédibilité et donner des outils de mener à bien leur rôle, un atelier de renforcement de capacités et de formation des organisations de la société civile est initiée par l'observatoire de la gouvernance de la sécurité privée.

### Objectifs de l'atelier

- Favoriser un environnement propice à la création d'un réseau d'OSC et à l'établissement d'une communauté de pratique encourageant l'échange de connaissances et de bonnes pratiques ;
- Soutenir la capacité des OSC à s'engager efficacement avec les autorités nationales, les organisations régionales et internationales ainsi que les entreprises afin de promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité privée ;
- Identifier et faciliter les points d'entrées vers le renforcement des capacités des OSC ;
- Maintenir et développer le réseau des OSC de l'observatoire afin d'assurer sa croissance et son efficacité.

### Résultats atteints de l'atelier

- Un atelier de renforcement de capacités et de formation des organisations de la société civile a été organisé et SOCIAL JUSTICE y a participé ;
- Plusieurs expériences ont été partagées concernant le terrain et des défis ont été relevés ;
- Un guide pratique en rapport avec la sécurité privée a été présenté et des commentaires ont été apportés.

## **I-12. ORGANISATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES ONG NATIONALE**

SOCIAL JUSTICE a organisé en collaboration avec d'autres ONG partenaires la journée mondiale de lutte contre la corruption le 09 décembre 2017, au siège de Transparency Justice. En prélude à cet atelier, un rapport a été produit par les ONG partenaires à cette activité. Une dizaine d'ONG ont participé à cette réflexion et une conférence de presse a été organisée la journée du 09 décembre en présence des journalistes et députés.

## ***SOCIAL JUSTICE***

### **CONCLUSION**

Dans le souci de contribuer à la gestion transparente et à la bonne gouvernance, SOCIAL JUSTICE a mené tous ces projets et activités et compte achever ceux qui ne sont pas encore mis en œuvre.

Ces différents projets et activités ont permis à SOCIAL JUSTICE dans un premier temps d'accroître ses acquis et dans un deuxième temps de participer activement à la lutte contre la corruption et à l'amélioration de la transparence, la gestion efficace et efficiente des ressources acquises tant sur le plan local, régional que mondial. Cela montre la détermination de SOCIAL JUSTICE à participer à l'amélioration des conditions de vie.

SOCIAL JUSTICE voudrait encore une fois de plus remercier tous ses partenaires techniques et financiers qui ont permis la réalisation de ces activités et l'atteinte des objectifs visés.